

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 10 Décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS

12 Rue de Rennes
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2024-634

Code AIOT : 0005504579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12 Rue de Rennes 35220 Châteaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS
- 12 Rue de Rennes 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005504579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la transformation de fruits, essentiellement la pomme, pour produire des desserts, jus et préparations pour l'industrie agro-alimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- Consommation d'eau,
- Respect des valeurs limites fixées pour les rejets aqueux (eaux industrielles et eaux pluviales),
- Entretien des moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R. 511-9
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1
4	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, articles 4.3.5, 4.3.9 et 9.3.2 (extraits)
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Surveillance des rejets aqueux (eaux industrielles)	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser un bilan de la conformité de ses installations au regard des prescriptions applicables aux installations classées sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique n° 1510 (stockage de produits combustibles).

Il transmettra également à l'inspection la convention établie avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau de son site une fois celle-ci signée.

Par ailleurs, le suivi des moyens d'intervention en cas d'incendie doit être complété par les éléments / documents mentionnés ci-après (constat n°5), ainsi que celui des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique n° 1510
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Libellé rubrique n° 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lorsque la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes
Constats : Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020, la société Les Vergers de Chateaubourg a informé l'inspection que ses installations de stockage relevaient désormais du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n° 1510, avec un volume des entrepôts de 170 136 m ³ . Le site relevait précédemment du régime déclaratif. Par courrier du 24 avril 2024, la préfecture a pris acte de cette modification et rappelait que les prescriptions applicables issues de l'arrêté du 11 avril 2017 sont celles de ses annexes VI (point II - version du 31/12/2020), VII (point I) et VIII.
Observations : > L'inspection demande à la société Les Vergers de Chateaubourg d'établir un bilan de la conformité des installations du site de Chateaubourg aux dispositions correspondantes de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Le cas échéant, si des écarts sont constatés, ce bilan sera accompagné des dispositions mises en place ou prévues pour les résorber et d'un calendrier justifié de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le réseau d'adduction d'eau potable, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 180 000 m ³ par an.
Constats : Le prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral délivré en 2010 (180 000 m ³) est aujourd'hui dépassé : le volume consommé en 2023 était de 204 514 m ³ (STEP comprise) et est évalué à 206 000 m ³ en 2024 (saison 2024 plus productive que celle de 2023). Ce dépassement est à mettre en lien avec une hausse de la production depuis la délivrance de l'autorisation. La consommation spécifique (rapportée au volume de produits vendus) fait l'objet d'un suivi par l'exploitant au sein de l'établissement. Elle est passée de 4,4 m ³ /t en 2021 à 4,18 m ³ /t en 2023. Une demande a été adressée à l'inspection en 2023 pour porter ce volume annuel autorisé à 250 000 m ³ (tout en conservant un volume maximal journalier prélevé de 1 250 m ³). Pour étayer cette demande, l'exploitant a communiqué à l'inspection un courrier du gestionnaire de réseau (Eau des portes de Bretagne) daté du 28 juin 2024 s'engageant à assurer l'alimentation en eau potable du site pour un volume maximal annuel de 250 000 m ³ , tout en limitant également la consommation mensuelle du site à 30 000 m ³ pendant la période de campagne de pommes (de septembre à décembre) et à 21 000 m ³ en dehors de cette période. Ce même courrier prévoit que la société Les Vergers de Chateaubourg doit réaliser des économies d'eau afin de réduire de 10 % sa consommation entre 2023 et 2028 (l'objectif est ainsi fixé à 225 000 m ³ à l'horizon 2028). Une convention doit être établie entre les deux parties pour valider ces engagements. Par courrier en date du 7 novembre 2024, le syndicat Eau des Portes de Bretagne s'est engagé à revenir cette vers les Vergers de Chateaubourg avec un projet de convention définitif avant la fin d'année 2024. L'inspection avait indiqué lors de sa précédente visite qu'un tel rehaussement du volume de prélèvement annuel autorisé était conditionné à la démonstration préalable que les réductions de consommation d'eau ont été poussées au maximum des possibilités technico-économiques du site. La société Les Vergers de Chateaubourg a depuis transmis à l'inspection un audit de ses consommations d'eau identifiant également des mesures et travaux pouvant permettre les économies attendues. Un plan d'actions a été joint à cette analyse et actualisé en novembre 2024. Parmi les mesures envisagées figurent : - la réutilisation de l'eau en sortie de la station + traitement complémentaire afin d'alimenter les TARs du site : étude de faisabilité en cours, selon l'évolution de la réglementation. Estimation : 500 000 € → Gain estimé à 19 800 m ³ par an.

<ul style="list-style-type: none"> - un test de fonctionnement sur 3 pompes avec des garnitures permettant un fonctionnement en circuit fermé. Réalisé en septembre 2024 pour deux d'entre elles - la 3^{ème} sera opérationnelle début 2025 - Estimation : 11 000 € (extension à 17 pompes si les tests s'avèrent satisfaisants) → Gain estimé : 800 m³ / an. - la réparation des fuites identifiées sur le réseau d'alimentation fait l'objet d'un travail en continu avec les opérateurs - gain estimé : 2 500 m³ /an - la suppression de certains jets d'eau inutiles et la mise en place de pistolets sur ceux restants (réduction de 50 % du débit) - action engagée en 2024 - Gain estimé : 2 600 m³ /an. - l'optimisation du fonctionnement des NEP (Nettoyage en place) : sera finalisé en décembre 2024 - coût estimé : 12 000 € - Gain estimé : 4 300 m³ / an. - la rédaction de procédures pour réaliser les lavages manuels et la « pousse à l'eau » des pommes, le bridage des vannes d'arrivée d'eau et/ou l'installation de temporisation lors des lavages - Gain attendu : 800 m³ / an. - mise en place sur la ligne F d'un circuit de refroidissement des eaux de garniture pour un fonctionnement en boucle (à la place de l'eau perdue) : prévue en 2025 - Gain estimé : 4990 m³ /an. - l'installation de 5 compteurs supplémentaires - prévu en 2026- chiffrage en cours. Le suivi régulier des ratios de consommation a été mis en place.
<p>Observations :</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la maîtrise des prélèvements d'eau et s'appuyant sur la convention avec le gestionnaire du réseau a été présenté à l'exploitant en avril 2024.</p> <p>> L'inspection demande aujourd'hui à l'exploitant de lui communiquer la convention établie entre le gestionnaire de réseau et lui pour valider leur engagement mutuel.</p> <p>Un rapport d'avancement de la mise en œuvre du plan d'actions relatif aux économies d'eau sera établi annuellement et tenu à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des effluents aqueux
Prescription contrôlée : Le rejet n° 2 identifié à l'article 4.3.3 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes : (voir tableau) Le débit est de 13 000 m ³ /j maximum pendant la période de transformation des pommes (de septembre à décembre) et e 850 m ³ /j maximum hors période de transformation (de janvier à août). Chaque année, l'exploitant informa l'inspection de la date de début et de fin de la période de transformation des pommes. [...] A la sortie du rejet n° 2, un prélèvement et une analyse portant sur les paramètres définis à l'article 4.3.10.11 sont réalisés suivant les fréquences suivantes : (voir tableau)
Constats : Lors de la visite précédente, l'inspection avait noté des dépassements « fréquents et récurrents » des valeurs limites réglementées, notamment s'agissant des paramètres MES, Phosphore total, NH ₄ ⁺ (ion ammonium) et azote Kjeldahl (azote réduit). Un nouveau bilan de la surveillance des rejets aqueux a été réalisé au cours de la présente inspection pour la période écoulée entre août 2023 et septembre 2024. Cette analyse met en évidence que la périodicité des contrôles est conforme à l'attendu et que les valeurs limites de rejets étaient également conformes au cours de la période en question. L'exploitant a par ailleurs informé l'inspection le 1er octobre du début de la campagne 2024 comme demandé par l'arrêté préfectoral réglementant le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, articles 4.3.5 4.3.9 et 9.3.2 (extraits)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Art. 4.3.5 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : T < 30 ° C pH : compris entre 5.5 et 8.5 Art. 4.3.9 : Le rejet identifié à l'article 4.3.3 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes : DCO : 125 mg/l Hydrocarbures : 10 mg/l MES : 35 mg/l Art. 9.3.2 : A la sortie du point de rejet n° 1, un prélèvement et une analyse portant sur les paramètres définis aux articles 4.3.5 et 4.3.9 sera réalisée à la demande de l'inspection des installations classées et au moins une fois par an. Le bon fonctionnement du décanteur-séparateur est vérifié autant que de besoin et au moins une fois par an.
Constats : Les dernières analyses sur les eaux pluviales ont été réalisées en décembre 2023 et ne mettent en évidence aucun dépassement des valeurs limites réglementées. Le dernier entretien du séparateur situé au nord du site a été réalisé en septembre 2024 (entretien annuel prévu). Cependant le justificatif de l'enlèvement des boues du séparateur (bordereau de suivi des déchets) n'a pu être fourni au cours de la visite.
Observations : > L'inspection demande à ce que le bordereau de suivi de déchet relatif au nettoyage du débourbeur/séparateur à hydrocarbures réalisé en septembre dernier lui soit transmis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : > Les moyens de lutte contre l'incendie suivant ont été examinés au cours de l'inspection : <u>1. Points d'eau (réserves et poteaux) :</u> L'exploitant a redéfini en 2019 ses besoins en eau : cela l'a conduit à implanter deux réserves souples aériennes de 360 m ³ selon une localisation et des modalités pratiques d'accès établies en concertation avec le SDIS. La défense extérieure contre l'incendie est par ailleurs complétée par deux poteaux incendie situés sur le domaine public. Seul l'un d'eux a fait l'objet d'un contrôle en octobre 2023 (test de pression/débit) : le second n'a pu être contrôlé pour cause de végétation trop importante à proximité et le sera d'ici la fin d'année 2024. > L'inspection demande à ce que le justificatif de ce contrôle lui soit transmis dès réception. L'inspection note également que la localisation des stockages et des réserves incendie présentée lors de la demande d'antériorité (modification de la nomenclature - rubrique 1510) ne correspond pas à celle indiquée sur le plan général des stockages du site présenté par ailleurs : les deux plans doivent être mis en concordance. <u>2. Extincteurs :</u> Le dernier contrôle des équipements a été réalisé par un prestataire spécialisé en août 2024, en conformité avec la périodicité annuelle requise. Le contrôle a mis en évidence que certains appareils (au nombre de 4) devaient être remplacés (corrosion, détérioration, mode d'emploi illisible) : cela a été réalisé en novembre 2024. L'inspection a contrôlé par sondage au cours de la visite le marquage attestant du contrôle des équipements en question, sans identifier de non-conformité. Le registre de sécurité a par ailleurs été complété en conséquence par le prestataire suite à son contrôle. <u>3. Installations électriques :</u> Le dernier contrôle par un prestataire spécialisé a été réalisé au cours des mois d'août et septembre 2024, en conformité avec la périodicité annuelle requise.

Le rapport établi suite à ce contrôle met en évidence que :

- de nombreuses non- conformités sont récurrentes ;
- le dossier technique et le plan des locaux à risques ne sont pas communiqués au vérificateur (ou sont jugés incomplets) lors de son intervention,
- l'ensemble des installations n'a pu être vérifié compte-tenu des limites d'intervention fixées par l'exploitant (raisons d'exploitation) : continuité à la terre non vérifiée et tests des dispositifs différentiels non effectués par exemple.

> L'inspection demande à la société Les Vergers de Chateaubourg :

- **d'établir un plan d'actions permettant de résorber les observations faites par le vérificateur au cours du dernier contrôle réalisé,**
- **de transmettre au vérificateur lors du prochain contrôle qui sera réalisé l'ensemble des informations nécessaires à la bonne réalisation de son contrôle,**
- **de permettre lors du prochain contrôle des installations un accès à l'ensemble des installations pour compléter les contrôles effectués.**

L'exploitant précisera (éventuellement par la rédaction d'une consigne associée) comment est assuré le suivi des observations faites par son prestataire et la traçabilité des actions correctives réalisées (Qui ? Quand ? Comment ?)

4. Exutoires de fumée :

Le dernier contrôle réalisé par un prestataire spécialisé a été effectué en mars 2024, en conformité avec la périodicité annuelle requise.

Il met en évidence que l'un des exutoires est hors service (n° 50) : il a depuis été remplacé en août 2024.

Le registre de sécurité n'a pas été complété par le prestataire en conséquence suite à son contrôle.

> L'inspection demande à ce que l'ensemble des contrôles de sécurité figurent sur le registre de sécurité associé (vigilance à exercer lors des prochains contrôles).

5. RIA :

le site possède des RIA (localisation et nombre à préciser) mais ils ont été mis hors-service car les débits attendus pour leur fonctionnement n'étaient pas atteints.

L'arrêté du 11 avril 2017 prévoit (art. 13) qu'ils soient répartis dans les entrepôts en fonction de leurs dimensions, à proximité des issues. Ils doivent être disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

> L'inspection demande à ce que le bon fonctionnement des RIA soit rétabli. Le nombre et la localisation des équipements implantés seront justifiés afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts relevant de la rubrique n° 1510.

6. Détection incendie :

Le dernier contrôle effectué par un prestataire spécialisé a été réalisé en août 2024 en conformité avec la périodicité semestrielle requise.

Le compte-rendu établi suite à ce contrôle met notamment en évidence :

- que l'installation n'a fait l'objet d'aucune déclaration de conformité à un référentiel reconnu (APSAD R7 ou norme NF S 61-970 par ex.),
- que des travaux sont à prévoir sur l'installation : remplacement de 5 détecteurs et de batteries jugées hors service. Les travaux ont été réalisés depuis en octobre 2024.

Le registre de sécurité a par ailleurs été complété en conséquence par le prestataire suite à son contrôle.

> L'inspection demande à ce que soit justifiée la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection implantés sur son site (conformité à un référentiel reconnu par ex.)

Type de suites proposées : Susceptible de suites